Crise au sommet

Le plus grand sommet national depuis 1990

Le 18 octobre dernier, le Premier ministre, Ferenc Gyurcsány, a organisé un sommet national pour initier une discussion sur la crise financière et ses conséquences.

Les représentants des partis représentés au Parlement et ceux formant le gouvernement, mais aussi les partenaires sociaux et des dignitaires civils – c'est-à-dire toutes les personnalités les plus importantes du monde politique – ont participé à un grand sommet national organisé à l'Académie des sciences. Seules deux personnes, le président de la République et le président de la Cour constitutionnelle étaient absentes. Selon les sondages parus dans le quotidien Népszabadság, la majorité des personnes interrogées ont d'ailleurs regretté l'absence de M. László Sólyom, le président de la République, adoptant ainsi une attitude de division plutôt que de conciliation. L'objectif des participants était de tenter de résoudre ensemble les problèmes posés par la crise financière internationale. Les opinions divergent à propos de l'effet de ce sommet : si tout le monde a pu communiquer son point de vue et que le scénario prévu a été respecté, les participants ont quitté la salle avec des sentiments différents.

Parmi les conclusions qui se sont naturellement imposées : la nécessité de diminuer rapidement le déficit du budget et de réformer le système des impôts. Les économistes redoutent en effet que les effets de la crise financière actuelle puissent

facilement se transformer en une véritable crise économique dans l’avenir. Ils ont fait appel à la responsabilité des politiciens qui devraient travailler ensemble pour traiter le problème. L’après-midi, les représentants du patronat, des salariés et de la société civile ont souligné combien il était urgent de modérer la dépendance économique du pays ou encore de protéger les PME.

Dans son discours de clôture, Ferenc Gyurcsány s’est dit d’accord avec plusieurs propositions, notamment la simplification du système des impôts, ou le regroupement des ressources de l’Union européenne pour relancer l’économie. Il a en outre approuvé de nombreuses idées du Forum Démocrate Hongrois (MDF) et a accepté les propositions de l’Alliance des Démocrates Libres (SzDSz) pour établir un plafond afin de limiter les dépenses de l'Etat.

Selon le MSZP, le Premier ministre a retiré de ce sommet une motivation redoublée pour poursuivre les mesures entreprises. En revanche, le Fidesz pense que la rencontre n’a rien résolu et demande d’ailleurs de toute urgence une diminution des impôts. La semaine dernière, Ferenc Gyurcsány a annoncé, lors d’une interview accordée sur les ondes de la radio de service public MR1-Kossuth, qu’il est irréel de parler de diminution des impôts en pleine crise financière – ce qui est également l’avis de la plupart des experts.

Le juriste de la Constitution et membre du SzDSz, Péter Tölgyessy, a estimé que personne n’avait eu le dernier mot lors de ce sommet national, mais que les participants avaient eu au moins la possibilité de clamer haut et fort leurs points de vue. Une telle rencontre n’avait en effet pas eu lieu depuis le changement de régime.

Tímea Ocskai

- Catégorie
Agenda Culturel